



1er MAI 2020

Nos exigences ne sont pas confinées !

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs et des peuples, se tient cette année dans le contexte particulier de la crise sanitaire et du confinement. Les rassemblements et les manifestations ont été interdits. Mais les colères, nos exigences sociales et politiques, sont là plus que jamais.

Si cette crise sanitaire a pris une telle ampleur, c'est bien à cause des politiques néolibérales qui ont détruit les systèmes de santé publics. Les travailleurs de la santé le dénonçaient depuis de longs mois dans leurs mobilisations. Des comptes devront être rendus !

Dans les activités indispensables pour assurer la santé et l'alimentation des masses populaires, des luttes ont dû se mener, pour imposer des mesures de protection, notamment dans le commerce. Les enseignants exigent des moyens de protection pour eux et les enfants, avant une éventuelle reprise des cours. Ces exigences sont légitimes et bénéficient d'un large soutien.

Dans les autres secteurs, les pressions du patronat, particulièrement dans les grands groupes, sont fortes pour que la production soit maintenue ou rapidement reprise. Nous dénonçons les sanctions prises contre des militants qui n'ont pas voulu abandonner leurs responsabilités au service du collectif de travailleurs, ou contre des inspecteurs du travail qui se sont engagés pour défendre droits et protections du travail. Elles doivent être levées. Nous dénonçons la volonté patronale de porter encore plus loin la remise en cause des droits des travailleurs.

Des sommes considérables ont été engagées pour « soutenir l'économie », alléger les « charges » des entreprises et atténuer, avec quelques « aides d'urgence » aux populations, les effets immédiats de la crise économique et sociale de grande ampleur qui s'est ouverte. Dès que sera levé le confinement, tout sera fait pour nous faire payer la note et relancer la course effrénée aux profits. Nous le refusons.

Cette crise plonge dans une précarité accrue des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités... Les loyers doivent être suspendus pour tous les locataires en difficulté (chômage partiel et pertes de salaires, pertes d'emploi...). Des hébergements, de la nourriture et des conditions de confinement correctes doivent être assurées pour les sans abris. Dans les prisons, les centres de rétention administrative, les conditions sont inhumaines et les risques sanitaires énormes. Les CRA doivent être immédiatement fermés.

Nous refusons une société policière, militarisée et de surveillance généralisée.

Nous exigeons de l'argent pour les salaires, la santé, les EHPAD, le logement, la protection sociale, pour les chômeurs et les précaires, pour l'éducation... pas pour les actionnaires et pas pour faire la guerre !

Nous sommes solidaires des travailleurs et les peuples qui se battent pour refuser de payer la crise du système, rendue encore plus lourde par la crise sanitaire. En Italie, en Espagne, au Royaume-Uni, mais aussi en Algérie, en Palestine, en Amérique latine... Avec les peuples des pays dominés dont les systèmes de santé ont été ravagés par les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et les grandes puissances, nous disons : annulation de la dette ! Aux peuples d'Afrique que l'impérialisme, notamment l'impérialisme français, expose aux pires dangers, nous disons : nos combats sont communs !

Nous ne voulons pas d'union sacrée avec le gouvernement et le patronat pour « sauver l'économie » et relancer la croissance des profits. Le « jour d'après », se construit dès aujourd'hui dans les luttes contre ce système, dans le combat pour enterrer le système capitalisme-impérialiste avec sa crise... et pour le socialisme.

Ce 1er mai 2020, disons-le haut et fort, par tous moyens : banderoles, affichettes, panneaux..., en faisant entendre de la manière la plus collective possible -avec esprit de responsabilité-, les intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs et des peuples du monde !

Parti Communiste des Ouvriers de France

Le 18 avril 2020



Pour une rupture révolutionnaire avec le système

Ce livre est le rapport politique adopté par le 9^e congrès du PCOF qui s'est tenu en décembre 2019.

Il pointe les éléments marquant des 4 années écoulées qui tous témoignent d'un pourrissement du système capitaliste-impérialiste et d'une accélération de la lutte de classe, dans notre pays comme au niveau international.

Tout s'est encore accéléré depuis. Avec une nécessité : travailler à la rupture révolutionnaire avec ce système.

Editions En avant

Avril 2020, 142 pages

Prix : 12 € (port inclus)

Version électronique : 8 €

A commander :

- en passant par notre site :

<http://www.pcof.net/contact/>

- ou en nous écrivant à notre

adresse postale :

Sté En Avant 15 cité

Popincourt 75011 Paris

Visitez notre site www.pcof.net

Suivez nos positions sur notre page <https://www.facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance>